

LE MERCENARIAT EN AFRIQUE : UNE TRISTE RÉALITÉ

Qu'en dit le droit international ?

La presse nationale et étrangère a beaucoup écrit sur la présence, réelle ou supposée, de mercenaires africains dans les combats armés qui se sont déroulés et se poursuivent aujourd'hui encore en territoire libyen.

Du côté des insurgés, qu'ils soient civils ou militaires, on semble catégorique : Kadhafi emploie des mercenaires venus du Sahel et cela peut être prouvé, puisque certains d'entre eux ont été capturés et auditionnés.

Dans le camp adverse, on est tout aussi catégorique : il n'y a pas de mercenaires dans les forces loyales à Kadhafi ; tous les Nigériens, Maliens, Tchadiens et autres Touareg que l'on voit aux frontières sud et sud-ouest de la Libye, ne sont, selon leur version, que de simples travailleurs pacifiques, fuyant la guerre et ses excès.

Une chose est sûre, le conflit libyen est en voie de solution et la vérité, bonne ou mauvaise, finira par se savoir. En attendant, deux choses, essentielles à mon avis, méritent d'être rappelées à propos du mercenariat en Afrique. La première est que le mercenariat est un fléau qui a pris l'Afrique comme terre d'élection dès les premières années du déclenchement du processus de décolonisation et n'a cessé d'y sévir.

La seconde est que le mercenariat est au regard du droit international une activité criminelle dont les éléments constitutifs sont bien définis, et que les Etats doivent réprimer avec la plus grande rigueur. D'où la division de cet article en deux parties.

Le mercenariat en Afrique : une sanglante histoire

L'Afrique compte à ce jour 54 Etats. Si l'on excepte le Libéria dont l'indépendance a été proclamée en 1847, c'est la Libye qui a inauguré, le 24 décembre 1951, les indépendances des pays africains alors colonisés par les Européens. Les plus récentes proclamations d'indépendance sont celles de l'Erythrée (mai 1991) et le Sud-Soudan (09/07/2011), deux cas très particuliers car ces indépendances sont intervenues après des guerres de sécession faites contre l'Ethiopie dans le premier cas et contre le Soudan dans le second.

Ces deux sécessions ont ruiné le sacro-saint principe de «l'intangibilité des frontières héritées du colonialisme», principe que les Pères fondateurs de l'OUA avaient inscrit dans les documents de cette organisation. Quant à l'Egypte sous protectorat puis sous tutelle de la Grande-Bretagne, elle ne sera «en réalité» indépendante qu'en 1952, après que les officiers libres eurent renversé la monarchie et proclamé la République.

Les pays nouvellement indépendants où les mercenaires ont gravement sévi sont le Congo (Kinshasa) de 1960 à 1963 et le Nigeria de 1967 à 1970.

- L'indépendance du Congo (Kinshasa), ancienne colonie belge, a été proclamée le 30/06/1960. Le général Kasavubu en devint président et Lumumba, Premier ministre. Onze jours plus tard, Moïse Tshombé faisait

sécession et proclamait l'indépendance du Katanga, province dont le sous-sol contient d'importants gisements de minéraux, de radium, d'uranium et de diamant. Pour l'aider à combattre les forces gouvernementales congolaises, Tshombé a fait appel à Bob Denard et Roger Faulques, deux anciens d'Indochine, qui lui montent des bandes de mercenaires, appelés «les Affreux». Ceux-ci combattront les forces gouvernementales durant presque trois années, Patrice Lumumba sera assassiné en janvier 1961.

La sécession sera certes réduite, mais le Congo a plongé dans l'instabilité et va connaître de graves troubles. Mobutu qui voulait le pouvoir pour lui seul finit par se débarrasser de Kasavubu, puis accusera de trahison Tshombé, qui fuira vers l'Espagne de Franco.

En voyage par avion, Tshombé sera arrêté à Alger où son avion a été détourné dans des circonstances à ce jour non élucidées. Alors qu'il faisait l'objet d'une demande d'extradition formulée par les autorités congolaises, Tshombé mourra en 1969 d'une crise cardiaque dans une prison d'Alger. Ainsi débarrassé de tous ses éventuels concurrents, le général Mobutu restera au pouvoir jusqu'en 1997. Mais le Congo est, à ce jour encore, comme englué dans une zone de fortes turbulences politiques.

- L'indépendance du Nigeria a été proclamée le 1er octobre 1960. Mais rapidement, des dissensions sont apparues dans les hautes sphères civiles et militaires de l'Etat nigérian à propos de la répartition des recettes pétrolières entre les régions.

A vrai dire, il existait déjà dans la société nigériane de sérieuses tensions d'origine tribales et religieuses. Mais les personnalités originaires de la province du Biafra ne paraissaient invoquer, pour justifier la sécession du Biafra, que des motifs d'ordre économique et financier. Selon elles, le Biafra où se situent les 2/3 des ressources en hydrocarbures était gravement lésé et ne recevait pas la part de recettes qui lui était due. Malgré quelques tentatives de médiation initiées par les Kenyans notamment, le conflit a éclaté au grand jour.

En effet, le 30/05/1967, le colonel biafrais Ojukwu proclamait l'indépendance du Biafra.

Devant la réaction rapide et massive des forces gouvernementales, Ojukwu a fait appel à Bob Denard, et à Roger Faulques qui avaient déjà «officié», comme on l'a vu, au Katanga, ainsi qu'à Rolf Steiner, un Franco-Allemand, ancien légionnaire et ex-membre de l'OAS dans le secteur Hussein Dey-Hydra... Steiner montera une «Légion Noire» qui fera subir d'importantes pertes à l'adversaire. La sécession sera évitée, mais la guerre qui a duré de juillet 1967 à janvier 1970 a causé, directement ou indirectement, la mort de 2 à 3 millions de Nigériens. Les chefs mercenaires rentreront chez eux, sans que personne les inquiète. Bob Denard ira ensuite vendre ses services et son expertise en coups tordus au Yémen (!), en Angola, au Cabinda (Angola), en Rhodésie (qui deviendra le Zimbabwe), aux Comores et au Bénin.

On verra Rolf Steiner dans le sud du Soudan en 1970, puis en Ouganda.

Je citerai deux autres pays africains qui ont eux aussi subi le mercenariat. D'abord, la Sierra Leone, qui fut en guerre civile de 1991 à 2001.

Ce pays, réputé pour ses grands gisements de diamant, était parcouru par les milices libériennes qui y semaient la terreur, à la joie des diamantaires européens et sud-africains.

Ensuite la Côte d'Ivoire où sont venus d'autres mercenaires en provenance du Libéria, que les méfaits du sergent Samuel Doe et de l'aventurier Charles Taylor ont transformé en un véritable vivier de tueurs et d'hommes en armes pour soutenir et protéger Laurent Gbagbo qui s'agrippait au pouvoir, envers et contre tous. A ce jour, la Sierra Leone et la Côte d'Ivoire ont les plus grandes difficultés à se stabiliser.

De tout ce qui précède, il résulte nettement que l'apparition et le développement du mercenariat en Afrique sont incontestablement de la faute de certains dirigeants africains ; ils sont les premiers responsables des malheurs de leurs concitoyens.

En définitive, Paris, Bruxelles, Berlin et Amsterdam n'ont fait que s'inscrire dans les «desiderata» de ces Africains avides et inconséquents ; les étrangers n'ont fait que profiter des aubaines qui leur étaient offertes, et consolider des intérêts politiques plus ou moins avouables. Ceux qui persistent à pointer un doigt accusateur vers l'Occident, dès qu'on parle des mercenaires, participent à l'occultation des vraies responsabilités.

Le mercenariat au regard du droit international

La communauté internationale a assez tôt condamné et prohibé la pratique du mercenariat. Plusieurs instruments juridiques internationaux ont été adoptés et mis en vigueur. Il s'agit dans l'ordre chronologique de :

- les Conventions de Genève du 18/08/1949 (relatives au sort des blessés et prisonniers de guerre, à la protection des civils en temps de guerre...) et les protocoles du 08/06/1977 à cette Convention notamment l'article 47 du Protocole 1 qui définit le mercenaire ;

- la Convention de l'OUA sur l'élimination du mercenariat signée à Libreville le 03/07/1977. Elle est en vigueur depuis le 22/04/1989 ; l'Algérie l'a ratifiée en 2007 ; avec plus d'une vingtaine d'autres Etats africains, la Libye, le Niger, le Mali, le Soudan et le Burkina Faso y ont adhéré ;

- la Convention de l'ONU contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction des mercenaires signée à New York le 04/12/1989. Elle est entrée en vigueur le 20/10/2001 ; le Maroc et la Mauritanie y ont adhéré ; aux dernières nouvelles, l'Algérie ne l'a pas encore fait.

Ce qu'il importe de souligner sans entrer dans les détails après ce listing de textes très techniques, complexes dans leur rédaction et d'une lecture rébarbative, ce sont ces quelques données, résumées dans les onze points suivants :

1. l'OUA, ayant assez vite pris la mesure de la gravité des problèmes

Par Zineddine Sekfali

posés par le développement du mercenariat en Afrique, a réagi en adoptant une convention très ferme, non seulement pour assurer la répression des mercenaires, de leurs complices, de leurs instructeurs, de leurs protecteurs ainsi que celle des instigateurs et des pourvoyeurs de fonds du mercenariat, mais aussi pour inciter les Etats membres de l'organisation à prendre les mesures nécessaires à sa prévention ;

2. l'OUA a défini le mercenariat, sans complaisance aucune : c'est le fait d'aller massacrer et terroriser chez eux des gens avec lesquels ils n'ont aucun litige personnel ou différend idéologique, et de le faire à des fins lucratives, pour de l'argent ;

3. l'OUA a qualifié le mercenariat de «crime», tandis que les textes onusiens se contentent du terme générique d'infraction ;

4. l'OUA punit de la peine capitale le crime de mercenariat ;

5. l'OUA exclut expressément les mercenaires et leurs complices du bénéfice du statut de prisonniers de guerre ;

6. l'OUA refuse que l'on considère le mercenariat autrement que comme un crime de droit commun ; l'usage du qualificatif «politique» à propos de ce crime est non seulement inapproprié, il est aussi indécent ;

7. l'OUA n'admet pas qu'un Etat refuse d'extrader des mercenaires au motif que ce sont des nationaux et, dans tous les cas, leur enjoint d'engager contre eux des poursuites criminelles ;

8. l'OUA appelle ses membres à l'assistance mutuelle, à l'entraide judiciaire et à coopérer dans la prévention et la recherche et la répression des mercenaires, des recruteurs, des financeurs, et des recéleurs...

9. l'OUA tient à ce que l'on punisse les mercenaires intervenant dans conflits non internationaux (entendre par là : guerres civiles) au même titre que les mercenaires embrigadés dans les conflits internationaux (entendre par là : guerres entre Etats) ;

10. l'ONU a adopté la convention internationale sur le mercenariat, à l'initiative des Etats africains alors appuyés par les pays socialistes, et sur son insistance. Cela mérite grandement d'être rappelé ici ;

11. ce faisant, l'OUA a permis l'élargissement de la prévention et de la répression du mercenariat au monde entier. C'est incontestablement quelque chose de positif qui a dérangé bien des chancelleries étrangères et explique peut-être les réticences de certains pays à signer et ratifier cette convention onusienne du 04/12/1989.

La conclusion qui convient à ce modeste travail de recherche sur le mercenariat qui a ensanglanté l'Afrique, et qui n'a d'autre raison que le stupide attachement des hommes au pouvoir et à ses avantages matériels, est tout entière dans cette phrase d'Alfred Sauvy : «Bien informés, les hommes sont des citoyens ; mal informés ce sont des sujets !»

Z. S.